

«On ne peut pas se permettre de continuer comme cela»

ÉNERGIE Avec son offensive en faveur de l'éolien, du solaire et de l'hydraulique, la ministre Simonetta Sommaruga veut provoquer un changement rapide. Pari osé?

LISE BAILAT
lise.bailat@lematindimanche.ch

Face au risque de pénurie, l'UDC veut un général de l'électricité. Ça y est, vous avez pris le poste?

Le Conseil fédéral a un plan très clair, c'est sûr. Mais il ne date pas d'hier. Depuis mon arrivée dans ce département, j'ai fait de la sécurité de l'approvisionnement une question centrale. Avec la décarbonation, nous aurons besoin de plus d'électricité. Il faudra augmenter la production d'énergies renouvelables en Suisse, notamment en hiver. C'est pourquoi j'ai veillé à ce que le soutien aux énergies renouvelables soit prolongé. J'ai aussi demandé au parlement plus de moyens pour de nouveaux barrages. Et maintenant, je mise sur une nette accélération des procédures. Aujourd'hui, il faut parfois vingt ans pour qu'un projet se développe.

En somme, rien ni personne ne doit plus pouvoir s'opposer à l'éolien, au solaire ou à l'hydraulique?

Pas du tout. Mais l'important est d'accélérer les choses. Ces dix dernières années en Suisse, nous avons trop misé sur les importations d'énergie. Nous devons produire plus. Cela dit, la nature et la biodiversité sont importantes. Avec l'accélération des procédures pour les grandes installations que nous proposons, les possibilités de recours restent intactes mais sont concentrées. Vous savez, j'ai convoqué récemment une table ronde avec les cantons, les producteurs et les associations de défense de l'environnement. Ils ont pu se mettre d'accord sur quinze projets de centrales hydroélectriques à accumulation, qui nous assureront plus de sécurité en hiver, en produisant 2 TWh supplémentaires d'électricité sans porter atteinte à la protection de l'environnement. Cela montre qu'on n'a pas besoin d'opposer l'un et l'autre. Mais il faut faire preuve de flexibilité et se parler.

Quand même, dans la pesée d'intérêts, avec cette loi, la production d'énergie primera sur la nature.

Si la Confédération et les cantons désignent dans un concept commun les grandes installations importantes pour la sécurité de l'approvisionnement en électricité du pays, bien sûr que ce sera aussi un signal clair pour les tribunaux.



Simonetta Sommaruga met en consultation un plan inédit pour accélérer le développement de l'hydraulique, de l'éolien et du solaire. Nicole Philipp/Tamedia AG

Mais les juges garderont leur marge d'appréciation. Simplement, en concentrant les procédures, on ira une seule fois au tribunal et non quatre fois. On va gagner du temps, de l'énergie et de l'argent. On ne peut pas se permettre de continuer comme aujourd'hui.

Votre plan empiète sur les compétences des Cantons par rapport au choix des sites de production. Pour eux, vous dépassez une ligne rouge. Il faut voir qu'au niveau du parlement, certains demandent une planification nationale de la production d'énergie! Ça va trop loin à mes yeux. La proposition du Conseil fédéral suit un autre chemin. Il est prévu que la Confédération fasse un concept en étroite collaboration avec les Cantons. Notre but est d'avancer avec les régions.

Et les riverains auront-ils encore leur mot à dire par rapport aux éoliennes?

Il est essentiel que les promoteurs de parcs éoliens impliquent la population très tôt, par exemple en organisant des événements d'information réguliers. Les riverains peuvent ainsi s'exprimer et le projet peut être adapté en conséquence, dans la mesure du possible. L'approbation des plans ne peut être contestée que par les riverains qui sont fortement touchés par un projet éolien.

«Il est essentiel que les promoteurs de parcs éoliens impliquent la population très tôt.»

Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale

Dans le domaine du solaire, vous allez faire une fleur aux propriétaires. Pourquoi?

On sent une volonté très forte dans la population, que ce soit les propriétaires ou les investisseurs, par rapport au solaire. Je souhaite faire en sorte qu'on libère les gens de la bureaucratie. Une autorisation ne devrait plus être nécessaire pour mettre des panneaux sur les façades d'une maison. Il faudra simplement l'annoncer. Et au niveau fiscal, on veut corriger la fausse incitation qui fait qu'aujourd'hui, on ne peut pas déduire l'installation de panneaux solaires au moment de la construction d'un nouveau bâtiment. Dans la consultation, nous posons aussi la question d'une obligation de poser du solaire pour chaque nouveau bâtiment. C'est

ce que demande le Conseil national. Pour le Conseil fédéral, il est très clair que nous avons besoin de toutes les énergies renouvelables. Il faut arrêter d'opposer les unes aux autres.

Est-ce que tout cela suffira vraiment pour éviter la panne d'électricité?

Je vais demander au Conseil fédéral d'introduire, dès l'hiver prochain, une réserve d'énergie hydraulique à laquelle nous pourrions recourir en cas de besoin. Comme deuxième solution en cas d'urgence, je proposerai de planifier la construction de centrales à gaz. Avec ces mesures, nous créons la sécurité. Mais il faut être clair: une centrale à gaz ne serait qu'un dernier recours. Une sorte d'assurance. Il y a une forte instabilité dans le domaine de l'énergie. On l'a bien vu à Noël: la crise du gaz a eu de fortes répercussions sur le marché de l'électricité. Ce qui a ébranlé nos producteurs. Ça doit nous inciter à aller de l'avant le plus vite possible avec les énergies renouvelables, partout où c'est possible.

Ne devrait-on pas laisser la porte ouverte au nucléaire, comme l'envisage le PLR?

Je suis en contact avec la branche. Or, aucune entreprise électrique en Suisse n'a prévu dans sa stratégie de construire une nouvelle centrale. Elles me disent que c'est la production d'énergie la plus chère possible et que c'est beaucoup trop long. En Finlande, la nouvelle centrale nucléaire, en chantier depuis 2005, vient d'être mise en service avec douze ans de retard et des coûts exponentiels. Je crois qu'il faut arrêter de rêver de choses dont la branche ne veut pas. Nous avons besoin de solutions.

La meilleure assurance pour éviter le black-out reste un accord sur l'électricité avec l'Union européenne, non? Vous y travaillez encore?

Bien sûr. La coopération avec l'Europe reste importante. Mais même si nous obtenions ce que nous voulons demain, les investissements en Suisse resteraient nécessaires. Tous les pays voisins font leur décarbonation. Les besoins en électricité vont de toute manière augmenter.

«Si c'est non à l'aide aux médias, il n'y a pas de plan B»

Plus qu'une semaine avant le vote sur l'aide aux médias. Vous vous attendiez à une telle opposition?

Le projet suscite des discussions, ça fait partie de notre démocratie. Mais la campagne a mis aussi en lumière un élan dans les régions périphériques. On voit à quel point les gens tiennent à leur journal et à leur radio locale. Cette aide est cruciale pour les petits médias, qui en seront les principaux bénéficiaires.

L'aide directe aux médias en ligne suscite de l'incompréhension. Qui en profitera? Pour quelle indépendance?

Ne prévoir un soutien que pour les journaux papier au XXI^e siècle n'aurait pas été cohérent. Comment expliquer à un jeune qui lit

ses informations en ligne que le journalisme est soutenu lorsqu'il est imprimé et pas sur internet? C'est le même travail de recherche. La façon de soutenir les médias en ligne sera exactement la même qu'avec l'aide indirecte aux journaux: on soutiendra les plateformes qui ont des lecteurs prêts à payer. Il n'y aura aucune influence sur le contenu éditorial, que des critères formels.

Avez-vous un plan B en cas de rejet?

Non. Si la population ne veut pas renforcer les journaux régionaux et les radios locales, le Conseil fédéral acceptera la décision. Le risque, c'est de se retrouver avec des régions sans couverture médiatique. Ce serait une perte pour la population, la cohésion sociale et la démocratie.